



N° consultation : 2025EFSIDFR912

Etablissement français du sang – Ile-de-France

Z.A. LEAPARK – Bâtiment B – 122-130, rue Marcel Hartmann – 94200 Ivry-sur-Seine

FOURNITURE, MISE EN SERVICE ET MISE AU REBUT DE COFFRETS DE CONTROLE D'ACCES

Appel d'offres ouvert

Articles L2124-2, R2124-1, R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	4
2. PRESENTATION DE L'EFS	4
2.1. Les missions principales de l'EFS	4
2.1.1. Le prélèvement	5
2.1.2. La préparation	5
2.1.3. Le contrôle qualité	5
2.1.4. La qualification des dons	5
2.1.5. La distribution et la délivrance	5
2.2. Les autres missions de l'EFS	6
2.3. L'organisation de l'EFS	6
3. OBJET	6
4. DEFINITION DES PRESTATIONS	7
4.1. Description technique des coffrets	7
4.2. Dispositions spécifiques au remplacement des coffrets listés à l'annexe 1 du CCTP	7
4.2.1. Eléments constitutifs des Prestations de remplacement des coffrets listés à l'annexe 1 du CCTP	7
4.2.2. Délai maximum d'exécution	7
4.3. Dispositions spécifiques au remplacement de coffrets listés à l'annexe 2 du CCTP	8
4.3.1. Eléments constitutifs de Prestations de remplacement des coffrets existants	8
4.3.2. Délais d'exécution	8
4.3.3. Mise à jour de l'annexe 2 du CCTP	8
4.3.4. Stock du Titulaire	8
4.4. Mise au rebut et destruction des coffrets déposés	8
4.5. Fourniture et mise en service de coffrets	9
4.6. Dispositions relatives à la mise à jour documentaire	9
4.7. Garantie	9
4.8. Organisation des Prestations	10
4.8.1. Interlocuteurs	10
4.8.2. Demande d'intervention	10
4.8.3. Déroulé de la prestation	10
4.8.4. Responsabilité et assurance	10

4.8.5. Prévention et sécurité	10
4.8.6. Rapport d'intervention et de mise en service	11

5. POLITIQUE QUALITE DE L'EFS-IDF	11
--	-----------

6. DELAIS APPLICABLES	12
------------------------------	-----------

1. DEFINITIONS

Pour l'application et l'interprétation du présent document dans le cadre du présent marché public, les termes et expressions figurant ci-dessous ont la signification suivante. En ce qui concerne les termes et expressions ne contenant pas uniquement des majuscules, cette règle est applicable dès lors qu'ils sont utilisés avec une majuscule à la première lettre du premier mot (ex : « Marché »).

« **Bons de commande** » : les commandes passées sur le fondement de l'Accord-cadre

« **BPU** » : le bordereau de prix unitaires

« **CCAP** » : le cahier des clauses administratives particulières du Marché

« **CCTP** » : le présent cahier des clauses techniques particulières du Marché

« **EFS** » : l'Etablissement français du sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé et constitué de treize établissements de transfusion sanguine (ETS) locaux, dont dix en métropole et trois en outre-mer

« **EFS-IDF** » : l'ETS d'Ile-de-France

« **ETS** » : établissement de transfusion sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique, dont les besoins sont coordonnés par le siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

« **Marché** » : le présent marché public, constitué des pièces contractuelles énumérées au CCAP

« **NCR** » : une non-conformité régionale, laquelle est adressée au Titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles

« **Prestations** » : les prestations (fournitures et services) objets du Marché définies au CCTP

« **PSL** » : les produits sanguins labiles

« **Titulaire** » : le soumissionnaire auquel l'EFS-IDF a notifié le Marché

2. PRESENTATION DE L'EFS

Sous tutelle du ministère des affaires sociales et de la santé, l'EFS est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole et anonyme et en l'absence de profit.

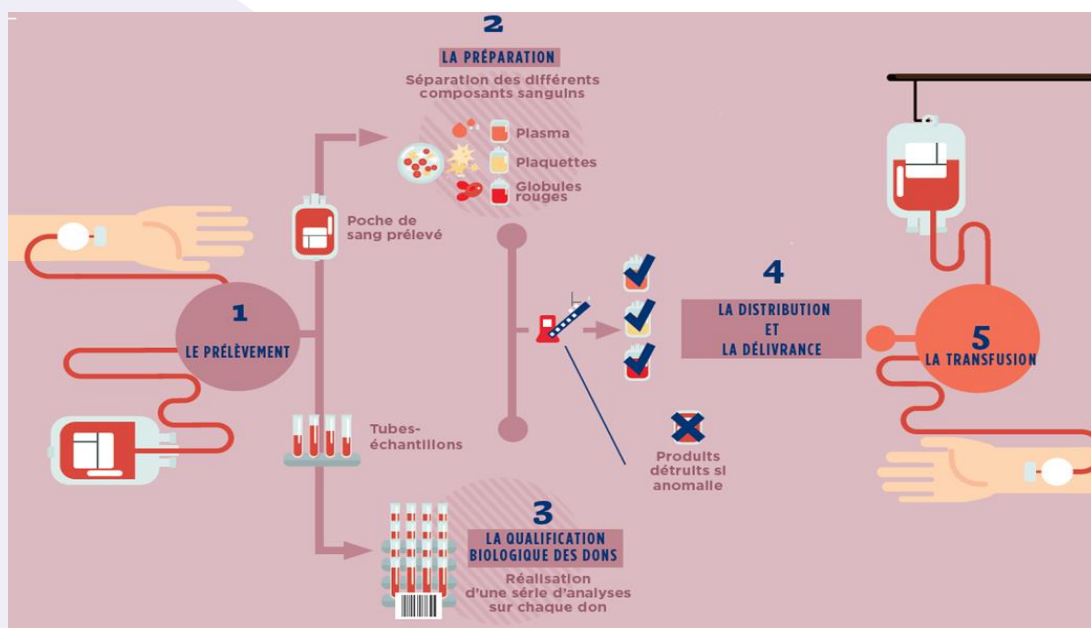
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1 500 établissements de santé publics et privés en PSL issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

2.1. Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



Parcours d'une poche de sang (ci-dessus)

2.1.1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

2.1.2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

2.1.3. Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

2.1.4. La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

2.1.5. La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

2.2. Les autres missions de l'EFS

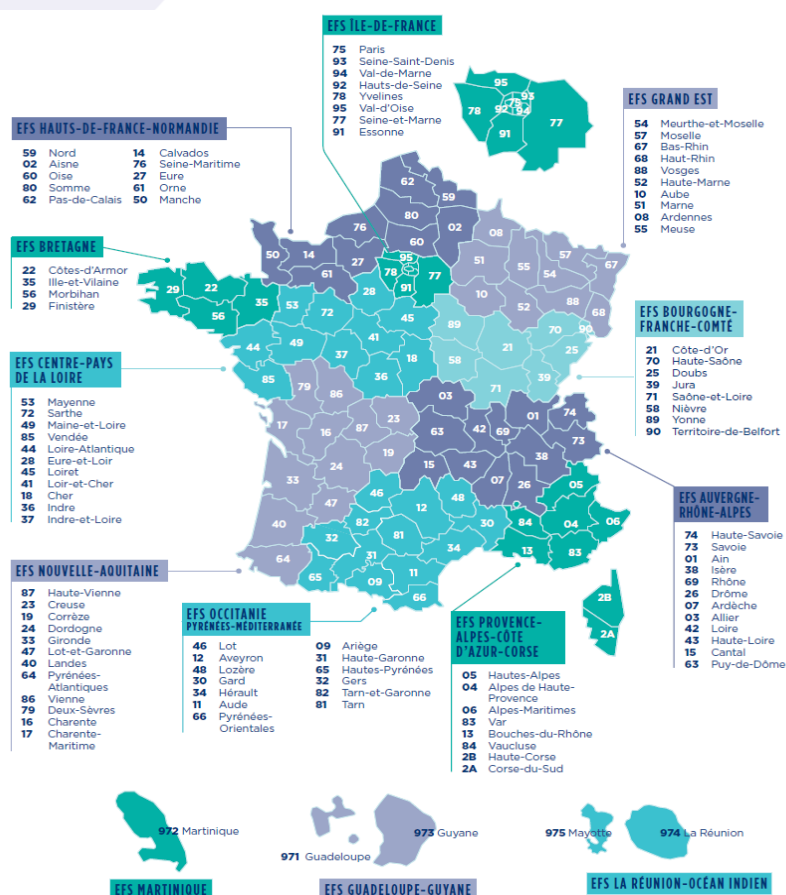
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'EFS peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immunohématologie « receveur » afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire français de fractionnement et des biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

2.3. L'organisation de l'EFS

L'EFS est composé de 13 ETS, sans personnalité morale, répartis sur l'ensemble du territoire français.



Le Marché est passé pour les besoins de l'EFS-IDF.

3. OBJET

Le Marché a pour objet la fourniture, la mise en service et la mise au rebut de coffrets de contrôle d'accès compatibles avec le logiciel d'exploitation PRIMION de version 9.10.162 ainsi qu'avec les versions suivantes de ce logiciel et ouvert à d'autres marques de contrôle de badge le cas échéant, la mise au rebut des coffrets préexistants.

La mise en service comprend la pose, le raccordement des points et le paramétrage des coffrets fournis.

Les Prestations attendues dans le cadre du Marché sont décrites dans le CCTP.

4. DEFINITION DES PRESTATIONS

4.1. Description technique des coffrets

Le logiciel d'exploitation de l'EFS-IDF auquel doivent être reliés les coffrets est le logiciel PRIMION de version 9.10.162. Le Titulaire s'engage donc à fournir des coffrets compatibles avec ce logiciel.

Les coffrets de contrôle d'accès doivent permettre la connexion à des lecteurs de badges de différentes marques.

A titre informatif, les coffrets actuels du parc sont de marque PRIMION.

Caractéristiques attendues des coffrets contrôle d'accès :

- Gestion de 300 badges minimum ;
- Gestion des profils d'accès (zones et plages horaires) ;
- Possibilité de connexion au minimum de 30 lecteurs, portes ou claviers ;
- Technologie de connexion RJ 45 ;
- Modularité par cartes d'extension enfichables (système Plug-and-Play) ;
- Protection des données assurée par cryptage triple DES sur communication TCP/IP ;
- Système d'exploitation téléchargeable ;
- Possibilité d'une alimentation sur batterie autonome ;
- Système d'alerte sonore en cas de dysfonctionnement du coffret.

4.2. Dispositions spécifiques au remplacement des coffrets listés à l'annexe 1 du CCTP

Les coffrets listés en annexe 1 du CCTP et présents sur certains sites vont devenir obsolètes à compter du 01/01/2026 à 00h00 en raison de leur obsolescence par rapport du logiciel d'exploitation interne et de l'arrêt de production de pièces détachées n'en permettant plus la maintenance.

4.2.1. Eléments constitutifs des Prestations de remplacement des coffrets listés à l'annexe 1 du CCTP

Les Prestations comprises dans le cadre du remplacement des coffrets listés à l'annexe 1 du CCTP sont les suivantes :

- La dépose des coffrets listés à l'annexe 1 du CCTP ;
- La fourniture et la mise en service de nouveaux coffrets de contrôle d'accès et matériels associés compatibles avec le logiciel d'exploitation PRIMION de version 9.10.162 ;
- La mise à jour documentaire décrite à l'article 4.6 du CCTP ;
- La mise au rebut des anciens coffrets.

4.2.2. Délai maximum d'exécution

Le Titulaire s'engage, dans le cadre des Prestations décrites à l'article 4.2.1, au remplacement de tous les coffrets listés en annexe 1 du CCTP, **avant le 31/12/2025**.

A cet effet, le Titulaire et l'EFS-IDF conviennent, dans un délai de 10 jours ouvrés suivant la notification du Marché, d'une réunion de programmation.

Suite à cette réunion le Titulaire soumet à l'EFS-IDF, dans un délai de 10 jours ouvrés, un planning des opérations, identifiant les jours d'intervention sur chacun des coffrets mentionnés en annexe 1 du CCTP.

Dans le cas où le Titulaire se verrait empêché pour une ou plusieurs des opérations, il en informe l'EFS-IDF dans les plus brefs délais et reprogramme l'intervention. Un nouveau planning mis à jour est transmis dans un délai de 2 jours ouvrés suivant l'annulation à l'EFS-IDF.

Le Titulaire transmet bimensuellement à l'EFS-IDF un document permettant de rendre compte de l'avancée des Prestations concernées par l'article 4.2 du CCTP.

4.3. Dispositions spécifiques au remplacement de coffrets listés à l'annexe 2 du CCTP

4.3.1. Eléments constitutifs de Prestations de remplacement des coffrets existants

Les Prestations comprises dans le cadre du remplacement des coffrets existants sont les suivantes :

- La dépose des coffrets existants ;
- La fourniture et la mise en service des nouveaux coffrets et matériels associés compatibles avec le logiciel d'exploitation PRIMION de version 9.10.162 ;
- La mise à jour documentaire décrite à l'article 4.6 du CCTP ;
- La mise au rebut des anciens coffrets.

4.3.2. Délais d'exécution

A compter de l'envoi de la demande transmise par mail au Titulaire, à l'adresse unique indiquée par ce dernier, le Titulaire dispose d'un délai maximum de 10 semaines pour procéder à l'ensemble des Prestations. Dans le cas où le Titulaire s'est engagé à un délai moindre dans son offre technique, le délai maximum devient de facto le délai maximum d'exécution des Prestations.

4.3.3. Mise à jour de l'annexe 2 du CCTP

Après chaque intervention sur un coffret de contrôle d'accès ou toute installation d'un nouveau coffret de contrôle d'accès, le Titulaire transmet, dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la mise en service, l'annexe 2 du CCTP mise à jour des colonnes relatives à la date de dernière intervention ou d'installation du nouvel équipement et, le cas échéant, de la nouvelle date de fin de garantie du coffret ou des matériels associés.

4.3.4. Stock du Titulaire

Le Titulaire s'engage à disposer en stock du nombre de coffrets et le matériel associé nécessaires à l'exécution des Bons de commande disponibles pour respecter les délais indiqués à l'article 4.3.2 du CCTP.

4.4. Mise au rebut et destruction des coffrets déposés

Dans le cadre du remplacement de coffrets existants, le Titulaire prend en charge la mise au rebut des coffrets désinstallés. Il s'engage à respecter la législation relative à la gestion des déchets électroniques.

Les déchets liés aux interventions sont détruits via des filières spécifiques.

Le Titulaire fournit à l'EFS-IDF un certificat de destruction du coffret de contrôle d'accès déposé dans un délai d'1 mois suivant la dépose du coffret remplacé. Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas cette obligation, l'EFS-IDF peut lui appliquer la pénalité afférente prévue à l'article 5.2.1 du CCAP.

4.5. Fourniture et mise en service de coffrets

Dans le cadre de toute ouverture de site de l'EFS-IDF, le Titulaire est sollicité pour la fourniture et la mise en service de coffrets de contrôles d'accès. Ceci peut ne pas être le cas si cette fourniture et cette mise en service sont comprises dans une opération de travaux.

Pour toute la durée du Marché, les coffrets proposés doivent présenter les mêmes caractéristiques techniques que les coffrets initialement proposés par le Titulaire ou des caractéristiques techniques favorables à l'EFS-IDF, sans que celui ne puisse induire une révision des clauses financières du Marché.

Le Titulaire informe dans les plus brefs délais l'EFS-IDF d'un changement de modèle de coffrets de contrôle d'accès.

4.6. Dispositions relatives à la mise à jour documentaire

Le Titulaire procède à la mise à jour documentaire qui est entendue de la transmission à l'EFS-IDF du dossier technique du coffret mis à jour.

Cette transmission s'effectue par voie informatique dans un délai de 15 jours ouvrés suivant l'intervention ou la mise en service relative à un coffret de contrôle d'accès.

Ce dossier est également consultable à tout moment par l'EFS-IDF, sur demande écrite transmise par mail à l'adresse mail unique indiqué par le Titulaire à l'EFS-IDF.

4.7. Garantie

La garantie porte sur l'ensemble des coffrets livrés et installés par le Titulaire, ainsi que sur les éventuelles pièces détachées ou tout autre matériel liés.

Elle couvre les déplacements, la main d'œuvre, la fourniture des pièces détachées défectueuses empêchant le fonctionnement normal ou, le cas échéant, la fourniture d'un nouveau coffret de contrôle d'accès.

La durée de garantie de chacune des composantes est au moins égale aux délais minimums réglementaires. Dans le cas où le Titulaire s'est engagé à des délais de garantie supérieurs dans sa proposition technique, ces délais sont applicables.

Toute pièce ou coffret de contrôle d'accès remplacé ou remis en état dans le cadre de cette garantie ou de la maintenance bénéficie d'un nouveau délai de garantie égal au délai de garantie initial, à compter de sa date de remplacement ou de remise en état.

Dans le cadre de sa mise à jour de l'annexe 2 du CCTP, prévue à l'article 4.3.3 du CCTP, le Titulaire indique la date de début de garantie des coffrets installés et met à jour la colonne correspondante à chaque intervention.

L'annexe 2 du CCTP modifiée est transmise à l'EFS-IDF dans un délai de 15 jours calendaires suivant l'intervention.

Pour toute demande d'intervention relatif à un coffret sous garantie, le Titulaire s'engage à intervenir, à compter de la demande de l'EFS-IDF, dans un délai maximum de 48h en jours calendaires. Au titre de la garantie, le Titulaire dispose en stock d'en permanence au moins un exemplaire de coffret de contrôle d'accès et d'un exemplaire de chacune des pièces détachées ou matériel lié pour pouvoir procéder au remplacement immédiat ou à la remise en état de fonctionnement normal dans les meilleurs délais suivant le dysfonctionnement.

Tout retard lié au non-respect des obligations précitées peut conduire, si l'EFS-IDF le décide, à l'application des pénalités listée à l'article 5.2.1 du CCAP ainsi qu'à la prise en charge par le Titulaire du coût engendré à l'EFS-IDF par les prestations de gardiennage devenues nécessaires du fait du dysfonctionnement du coffret.

4.8. Organisation des Prestations

4.8.1. Interlocuteurs

Le Titulaire désigne en son sein, un interlocuteur unique capable d'engager la responsabilité de son entreprise. Celui-ci et le responsable du pôle moyens généraux de l'EFS-IDF sont les interlocuteurs référents d'exécution du Marché.

4.8.2. Demande d'intervention

Pour chaque demande d'intervention, l'EFS-IDF prend contact avec l'interlocuteur unique désigné par le Titulaire par téléphone. Celui-ci doit être joignable au minimum de 9h à 17h du lundi au vendredi.

L'EFS-IDF transmet également une demande d'intervention par mail à l'adresse mail indiquée par le Titulaire.

Suite à cet envoi, le Titulaire accuse réception dans les 2h suivant la demande, et confirme sa bonne prise en charge.

L'intervention est ensuite planifiée dans les conditions prévues au Marché entre les interlocuteurs désignés du Titulaire et de l'EFS-IDF.

4.8.3. Déroulé de la prestation

Lors de ses interventions, le Titulaire sécurise la zone afin que le personnel de l'EFS-IDF n'y accède pas. En fin de journée, le Titulaire s'engage à laisser la zone propre.

Toute bascule débutée doit être finalisée le jour même, avant 17h00, afin que la sécurité du site soit assurée lors de la fermeture du site.

Dans le cas où l'intervention n'est pas achevée en fin de journée pour quelque raison que ce soit, le Titulaire en informe sans délai l'EFS-IDF. L'EFS-IDF fait alors appel à une prestation de gardiennage ponctuel. Le Titulaire se voit alors refacturer 50% du montant facturé à l'EFS-IDF pour la prestation de gardiennage.

4.8.4. Responsabilité et assurance

Le Titulaire est responsable des accidents/incidents survenant du fait de son personnel et de tous dommages causés lors des interventions.

Le Titulaire fournit une copie de son assurance responsabilité civile à l'EFS-IDF. Il doit également fournir, dans sa proposition technique, les diplômes et/ou formations attestant que son personnel possède les habilitations nécessaires à cette intervention.

4.8.5. Prévention et sécurité

4.8.5.1. Plan de prévention ou protocole de sécurité

Conformément à la réglementation, un plan de prévention ou un protocole de sécurité chargement et déchargement doit être établi entre l'EFS-IDF et le Titulaire avant le début des Prestations. Une fois validé, le Titulaire s'engage à transmettre les informations contenues dans ces documents à son personnel chargé d'intervenir dans les locaux de l'EFS-IDF.

Le Titulaire doit faire respecter par son personnel les mesures de sécurité et les procédures applicables dans l'enceinte des différents sites de l'EFS-IDF où les interventions doivent être réalisées.

4.8.5.2. Equipements de protection individuelle

Le Titulaire veille à ce que son personnel soit équipé et utilise les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés à l'activité et à l'environnement. Le Titulaire doit préciser l'affectation des équipements personnels destinés à prévenir contre les risques d'accidents, tels que : chaussures de sécurité, gants de manutention, etc.

4.8.5.3. Circulation des personnes

Le personnel du Titulaire se présente à l'accueil des sites de l'EFS-IDF. Il doit porter un badge nominatif d'identification (ou une tenue au nom du Titulaire) fourni par le Titulaire et n'est pas autorisé à circuler dans d'autres locaux que ceux définis par l'intervention.

4.8.5.4. Accès des véhicules

L'accès des véhicules est réglementé sur certaines parties des sites de l'EFS-IDF, limité aux opérations de chargement et de déchargement de matériel sous réserve de ne pas gêner la circulation.

Le stationnement, lorsqu'il est possible, se fait uniquement sur les emplacements délimités à cet effet.

4.8.5.5. Sécurité du personnel amené à travailler dans les laboratoires d'analyses

Il est rappelé que conformément à l'arrêté du 6 mars 2007 fixant les conditions d'immunisation des personnes visées à l'article L. 3111-4 du code de la santé publique, toute personne visée par l'article précité doit satisfaire aux exigences de vaccination.

Le Titulaire doit faire auprès de son personnel une information écrite des risques encourus.

Le port d'une blouse jetable et de sur-chaussures est obligatoire pour accéder à certaines zones d'activités. L'EFS-IDF fournit ces équipements au personnel du Titulaire présent sur les lieux.

4.8.6. Rapport d'intervention et de mise en service

Le Titulaire établit sur site un rapport d'intervention complété par la personne ayant réalisée l'intervention, comportant notamment :

- La date et l'heure de l'intervention, et le temps d'intervention,
- Le numéro de série de l'équipement,
- Les opérations de mise en service définitives.

Ce rapport doit être contresigné par un représentant de l'EFS-IDF présent sur le site. Il doit clairement spécifier que l'équipement est fonctionnel. Un exemplaire est laissé au représentant de l'EFS-IDF, un autre exemplaire est envoyé par le Titulaire au pôle moyens généraux des services techniques de l'EFS-IDF en format PDF par mail.

Les anomalies constatées doivent être signalées au pôle moyens généraux des services techniques de l'EFS-IDF immédiatement.

5. POLITIQUE QUALITE DE L'EFS-IDF

Dans le souci d'une amélioration constante des performances des sites transfusionnels de l'EFS-IDF, il est mis en place un système d'évaluation et de suivi des Prestations basé sur l'analyse d'indicateurs de qualité. Des informations issues de ce système d'évaluation et de suivi sont régulièrement adressées par l'EFS-IDF au Titulaire.

Toute anomalie constatée (non-respect des délais ou des modes opératoires, défaut de traçabilité, etc.) par l'EFS-IDF peut faire l'objet de la rédaction d'une fiche de déclaration de NCR.

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches qui lui sont transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de son envoi. Les actions curatives nécessaires à la résolution du problème doivent être planifiées.

Parallèlement, le Titulaire accepte la réalisation d'audits de ses Prestations et s'engage à :

- Tenir l'EFS-IDF informé des démarches engagées ou envisagées en matière d'assurance de la qualité et lui faire parvenir les documents s'y rapportant ;
- Fournir, le cas échéant, toutes les pièces relatives au processus d'approvisionnement, de fabrication, de contrôle de la qualité et de livraison mis en œuvre par les sous-traitants auxquels il recourt ;
- Maîtriser les différents maillons de la chaîne de production et de distribution afin de produire un produit de qualité ;
- Actualiser et transmettre à l'EFS-IDF les documents et informations relatifs aux fournitures.
- S'il n'est pas déjà certifié, s'engager dans une démarche de certification de type ISO.

6. DELAIS APPLICABLES

Les délais mentionnés dans le CCTP sont les délais contractuels applicables, hormis dans le cas où le Titulaire s'est engagé dans sa proposition technique à des délais plus favorables à l'EFS-IDF. Dans ce cas, ces derniers sont les délais contractuels applicables. En cas de non-respect des délais contractuels indiqués au CCTP ou le cas échéant, dans la proposition technique du Titulaire, les pénalités prévues à l'article 5.2 du CCAP sont applicables.